



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

DOSSIER DE PRESSE

13 ans d'intervention militaire française en Afghanistan

Contact

Equipe relations média de l'état-major des armées

Tél : 01 42 19 41 97 – 01 42 19 83 08

Mail : emapresse@gmail.com



SOMMAIRE

- Fin du désengagement des armées françaises d'Afghanistan.....3
- Contexte de l'engagement..... 4
- Un engagement en trois phases.....5
- Le dispositif militaire français.....9
- Les opérations de combat11
- Reconstruction et accompagnement des forces afghanes.....14
- La logistique de désengagement.....16
- Bilan de l'engagement français.....17

FIN DU DÉSENGAGEMENT DES ARMEES FRANÇAISES D'AFGHANISTAN

Dès 2001, les armées françaises sont engagées en Afghanistan, aux côtés de leurs alliés (OEF puis OTAN), avec pour triple objectifs de chasser les talibans de Kaboul, de détruire les camps d'entraînement d'Al Qaïda et de permettre la constitution d'une force de défense nationale afghane. Le 31 décembre 2014 marque la fin de l'opération Pamir, nom donné à l'intervention militaire française sur le théâtre afghan.



Annoncé en juin 2011 par le Président de la République, ce désengagement a débuté à l'automne de la même année. A l'été 2012 le Président de la République prend la décision d'accélérer le retrait des forces combattantes. Fin 2012, elles sont totalement retirées d'Afghanistan. Les militaires de la force se sont

alors concentrés sur les opérations logistiques de désengagement ainsi que sur l'accomplissement des responsabilités françaises restantes au sein de la *Force Internationale d'Assistance et de Sécurité* (FIAS). Ces derniers mois ont vu la fin progressive de la participation française aux différentes structures dans lesquelles les armées étaient encore engagées : l'hôpital médico-chirurgical de Kaboul (juin 2014), le laboratoire contre-IED - *Improvised Explosive Device* (juillet 2014) et la mission EPIDOTE de formation des forces de sécurité afghanes (1^{er} décembre 2014).

La fin d'un engagement structurant

C'est donc la fin d'une opération qui aura marqué l'armée française, que ce soit en termes d'effectifs engagés ou d'expérience opérationnelle. Durant ces treize années, les forces françaises ont conduit des actions sécuritaires dans la capitale, dans un premier temps, puis dans l'Est du pays, dans les vallées de la Surobi et de la Kapisa. Parallèlement, elles ont accompagné les forces de sécurité afghanes, dans leur formation (mission *Epidote*) et au combat (mission de *mentoring* réalisées par les *OMLT -Operational Mentoring and Liaison Team-*).

Au terme de 13 ans d'intervention, les armées françaises ont ainsi contribué à la formation de forces de défense et de sécurité capables d'affronter de façon autonome les défis sécuritaires qui se posent à l'Afghanistan.

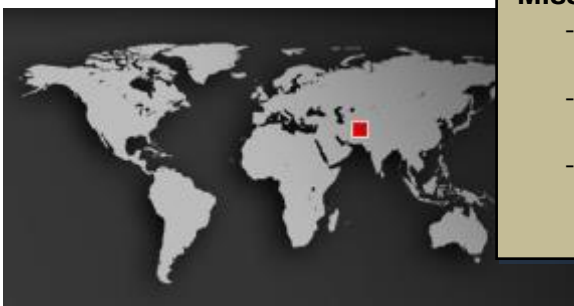
Les soldats français ont accompli la mission qui leur avait été confiée avec courage et détermination. Depuis 2001, plus de 70 000 d'entre eux ont été engagés dans l'opération Pamir. Au plus fort des opérations, 4 000 militaires y participaient. Cet engagement a coûté la vie à 89 soldats français et fait plus de 700 blessés.

CONTEXTE DE L'ENGAGEMENT



2001 : dates clefs

- **11 septembre** : des attentats frappent les Etats-Unis d'Amérique.
- **28 septembre** : la résolution 1373 des Nations Unies autorise les Etats, dans le cadre de la légitime défense individuelle ou collective, à agir pour prévenir les actes terroristes. C'est dans ce contexte qu'une coalition internationale est mise en place pour renverser le régime taliban d'Afghanistan, foyer du terrorisme international.
- **7 octobre** : lancement de l'opération *Enduring Freedom* (OEF) - sous l'égide des Etats-Unis. La France y participe.
- **20 décembre** : la résolution 1386 crée la *Force Internationale d'Assistance et de Sécurité* (FIAS) -ou ISAF pour *International Security Assistance Force*, sous l'égide de l'OTAN et l'autorise à opérer en Afghanistan.



Missions de la FIAS

- protéger le peuple afghan par la lutte contre l'insurrection ;
- renforcer les capacités des forces de sécurité afghanes ;
- permettre le développement économique et la reconstruction politique du pays.

2001 - 2008

2008 - 2012

2012 - 2014

UN ENGAGEMENT EN TROIS PHASES

2001 - 2008 : UN ENGAGEMENT CENTRÉ AUTOUR DE KABOUL

Dès 2001, les armées françaises sont engagées en Afghanistan, aux côtés de leurs alliés (*OEF* puis OTAN), avec pour triple objectifs de chasser les talibans de Kaboul, de détruire les camps d'entraînement d'Al Qaïda et de permettre la constitution d'une force de défense nationale afghane.



Participent à cette mission un détachement aérien, un bataillon français déployé à Kaboul (le BATFRA) et une composante aéromaritime en océan Indien dans le cadre d'*Enduring Freedom*.

A partir d'août 2003, un groupement de forces spéciales de 200 hommes est également intégré à l'opération.

Les soldats français contribuent aux opérations de combat contre les insurgés. Dès 2002, la France monte un détachement d'instruction (*Epidote*) destiné à assurer la formation des forces régaliennes (formation de bataillons de combat et des cadres) alors inexistantes.

A l'été 2006, le bataillon français (BATFRA) étend sa zone d'action au district de Surobi, situé à l'Est de la capitale.

Montée en puissance

En novembre 2006, le sommet de l'OTAN de Riga débouche sur une décision de montée en puissance de la FIAS. La France accompagne cette montée en puissance avec :

- deux déploiements supplémentaires du groupe aéronaval en 2006 et 2007 ;
- le commandement à trois reprises du *Regional Capital Command* (ou *RCC*) de 2006 à 2009 ;
- la participation au dispositif des *Equipes de Liaison et de Tutorat Operationnel* (ELTO) -ou OMLT pour *Operational Mentoring and Liaison Team*-, qui vise à compléter les actions de formation en accompagnant les forces afghanes au combat. La première OMLT française est déployée en 2006 au sud de Kaboul.

2001 - 2008

2008 - 2012

2012 - 2014

UN ENGAGEMENT EN TROIS PHASES

Uzbin : l'embuscade

Les 18 et 19 août 2008, les militaires français ont fait face à une embuscade tendue par les insurgés dans la vallée d'Uzbin, située dans le district de Surobi, à une cinquantaine de kilomètres au Nord-Est de Kaboul.



Dix militaires français sont morts au combat et 21 soldats français ont été blessés.

L'interprète afghan qui travaillait auprès des forces françaises ainsi que deux soldats de l'armée nationale afghane ont également été tués au cours de ces combats.

Cette embuscade a occasionné pour les armées françaises la plus grande perte de soldats, en une seule action de combat, sur l'ensemble de la période d'intervention française en Afghanistan.

Face à cette embuscade, le comportement des soldats français a été exemplaire sous le feu et les actes d'héroïsme individuels et collectifs ont été nombreux. L'adversaire a été repoussé et une quarantaine d'insurgés a été mise hors de combat.

2001 - 2008

2008 - 2012

2012 - 2014

UN ENGAGEMENT EN TROIS PHASES

2008 - 2012 : UN ENGAGEMENT RENFORCÉ DANS LA REGION EST

En avril 2008, au sommet de l'OTAN de Bucarest, le Président de la République annonce sa décision de renforcer la présence militaire française sur le sol afghan.

Après le transfert aux forces de sécurité afghanes de la responsabilité de la sécurité de la province de Kaboul en août 2009, le centre de gravité des forces françaises se déplace



vers la Surobi puis la Kapisa. Ces deux provinces jouxtent celle de la capitale, à l'Est. La *Task Force La Fayette*, forte de 2 200 hommes, devient opérationnelle le 1^{er} novembre 2009. Cette brigade commande 2 bataillons et un groupement de forces spéciales. Le groupe aéronaval est déployé pour la cinquième fois à la fin de l'année 2010.

Un effort est également consacré à l'accompagnement des forces de sécurité afghanes, par une densification de la mission EPIDOTE ainsi que celle des *OMLT*. Le nombre des *OMLT* passe à 7 en octobre 2010. L'effectif des instructeurs français de la mission EPIDOTE atteint près de 200 formateurs en 2011. Les mentors français encadrent la 3^e brigade du 201^e Corps afghan, auxquelles appartiennent l'ensemble des unités afghanes opérant dans la zone de la brigade *La Fayette*. La gendarmerie française encadre également les policiers afghans en Kapisa, Surobi et dans le Wardak.



2010 :
au plus fort de
l'engagement,
le dispositif
compte 4 000
militaires
français en
Afghanistan.

2001 - 2008

2008 - 2012

2012 - 2014

UN ENGAGEMENT EN TROIS PHASES

2012 - 2014 : RETRAIT DES FORCES ET POURSUITE DE LA FORMATION

En juin 2011, un premier retrait de forces françaises est annoncé, en cohérence avec la transition sécuritaire alors engagée en Surobi. En juin 2012, le Président de la République décide le retrait complet des forces combattantes avant la fin 2012. Cette décision marque la fin de l'appui direct aux forces afghanes sur le terrain.



Fin 2012, les militaires français sont regroupés sur Kaboul autour d'une structure d'environ 1 500 hommes, chargés pour 1 000 d'entre eux des opérations logistiques de désengagement (3 000 conteneurs et véhicules à rapatrier). Le désengagement logistique est achevé mi-2013.

Dernières missions françaises

Jusqu'à fin 2014, 500 militaires se concentrent sur la formation des forces de sécurité afghanes (*Epidote*) et contribuent aux fonctions transverses de la FIAS : fonctions au sein de l'état-major de l'OTAN, commandement de l'hôpital médico-chirurgical, de l'aéroport international de Kaboul et du laboratoire contre-IED européen.

LE DISPOSITIF MILITAIRE FRANÇAIS

Les forces françaises, par la pluralité des actions qu'elles ont réalisées, ont été présentes sur de nombreuses bases, en Afghanistan, mais aussi au Tadjikistan et au Kirghizistan. Si la présence française a été particulièrement importante dans les FOB (*Forward Operating Base*) de Surobi et de Kapisa entre 2008 et 2012, d'autres bases ont été essentielles à la réussite de l'opération.

Douchanbé

Dès la fin 2001, la force détache à Douchanbé (capitale du Tadjikistan) une partie de son dispositif aérien. Le détachement y restera jusqu'en 2013. Implanté sur l'aéroport civil, il accueillera le *Groupement de Transport Opérationnel* (GTO) dès 2001, ainsi qu'un plot de chasse entre 2005 et 2007 composé de :

- 3 *Mirage 2000* et 3 *Mirage F1 CR* de 2005 à 2007 ;
- 3 *Rafale* à partir de mars 2007.

Au cours de son activité, le détachement a assuré le transit de 89 000 militaires et 11 000 missions d'aérotransport et d'appui.

L'ensemble des avions de combat de l'armée de l'air sera transféré en 2007 à Kandahar, au Sud de l'Afghanistan.

Entretien et rénovation de l'aéroport de Douchanbé

Dans le cadre d'accords conclus avec le Tadjikistan, la France s'était engagée à rénover l'intégralité des chaussées aéroportuaires (pistes, taxiways...) de l'aéroport. Cette mission a été conduite par les équipes du génie de l'air (25^e RGA) de 2004 à 2014 grâce à dix campagnes annuelles de travaux.

Durant treize ans, le détachement air de Douchanbé réalisera une mission de modernisation importante de l'aéroport tadjik, tout en constituant un point d'appui indispensable à la bonne conduite des opérations menées en Afghanistan.

Warehouse

De 2006 à juin 2013, le camp de Warehouse, situé à 10 km à l'Est de Kaboul, a été sous commandement français. Il abritait essentiellement les éléments de l'état-major français, le bataillon logistique, ainsi que des militaires d'une quinzaine d'autres nations de la FIAS.

Le camp a été transféré aux autorités afghanes le 19 juin 2013.

KAIA

Depuis 2013, la France est chargée du commandement du *KAboul International Airport* (KAIA). L'aéroport de Kaboul est une des principales bases des forces internationales dans le pays. Le général qui le commande est également placé à la tête de l'opération Pamir. Il reçoit également la responsabilité de représentant militaire français auprès de la FIAS.

Parallèlement, il est en charge du transfert progressif de responsabilité de la gestion de l'aéroport civil aux autorités afghanes, à travers notamment la formation du personnel afghan du ministère des transports.



 **Implantations majeures françaises**

Commandements français au sein de l'OTAN de 2001 à 2014

- >> Commandement de l'ISAF :
 - Général de corps d'armée Py (COM ISAF 2004-2005)
 - Général de corps d'armée de Bavinchove (COS ISAF 2012-2013)
- >> Commandement du Regional Capital Command Kaboul (RCC-Kaboul) :
 - Général de brigade Le Bot (2006)
 - Général de brigade de Villiers (2006-2007)
 - Général de brigade Stollsteiner (2008-2009)
 - Général de brigade Druart (2009)

COM : commandant l'ISAF / COS : commandant de l'état-major de l'ISAF

LES OPÉRATIONS DE COMBAT

Les opérations de combat impliquent toutes les composantes des armées françaises, c'est à dire à la fois les forces terrestres, aériennes et maritimes. L'engagement français atteint son paroxysme entre 2008 et 2012 mais les avions présents sur la base de Douchambé furent engagés au profit de la coalition dès le début de l'opération *Enduring Freedom* tout comme le groupe aéronaval.

Composante terrestre

Le bataillon français (BATFRA) est la première composante terrestre déployée sur le théâtre afghan, dès le mois de juillet 2002. Fort de 500 militaires, son action se concentre sur Kaboul. Il est rapidement renforcé et densifié (appui feu, renseignement).

Quand la France bascule son centre de gravité de Kaboul vers l'Est (2008-2009), la *Task Force La Fayette* est créée.

Elle se charge de la sécurisation de deux régions difficiles, la Surobi et la Kapisa, qui sont rattachées à une zone placée sous commandement américain (RC-Est).

La TF *La Fayette* opère depuis trois bases principales situées, du Nord au Sud, à Nijrab, Tagab et Tora (voir page 10).



Le bataillon hélicoptère

Le ravitaillement et l'appui héliportés des forces françaises sont assurés depuis la capitale. C'est également depuis Kaboul que décollent les hélicoptères du bataillon hélicoptères (14 hélicoptères dont 9 d'attaque et 5 de transport de troupe).



Composante aérienne et aéronavale

Le détachement air de la force Pamir est intervenue dans deux missions principales : en appui aérien rapproché au profit des forces de la coalition et dans des missions de recueil de renseignement. Il comprenait 6 chasseurs au plus fort de l'engagement. Le groupe aéronaval, constitué autour du porte-avions *Charles de Gaulle*, a été engagé à plusieurs reprises en soutien des opérations terrestres en Afghanistan (missions *Héraclès* et *Agapanthe*).



Bases d'opération de la composante chasse de Pamir

- Manas (Kirghizistan) – 2001/2005
- Douchanbé (Tadjikistan) – 2005/2007
- Kandahar (Sud de l'Afghanistan) – 2007/2012

Les aéronefs du *Charles de Gaulle* ont été, avec les *Mirage IV* français, les premiers chasseurs de combat non américains à effectuer, dès 2001, des missions de reconnaissance et d'appui sur la totalité du territoire afghan. Les *Mirage 2000* et les *Rafale* de l'armée de l'air ont ensuite contribué à l'appui aérien des forces françaises et de la coalition à partir des bases aériennes de Manas, Douchambé et Kandahar.

Près de 50 000 heures de vol ont été réalisées sur le théâtre afghan par les chasseurs de l'armée de l'air et de la marine nationale. L'engagement de l'aviation française a été marqué par près de 500 tirs de tous types, et la réalisation de près de 1 800 « *Show of force* ».

Composante maritime : opération *Enduring Freedom*

La première unité militaire française engagée sur zone, dès le début de l'intervention occidentale fin 2001 dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom*, est la frégate *Courbet*, qui réalise sa première mission le 17 octobre 2001.

Le groupe aéronaval a été déployé, au large du Pakistan, à cinq reprises (2001, 2004, 2006, 2007 et 2010). Le porte-avions a projeté les aéronaves (*Super-Etendard Modernisés, Rafales et E2C Hawkeye*) de son groupe aérien embarqué au-dessus du territoire afghan, en soutien aux opérations de la *Force Internationale d'Assistance et de Sécurité* de l'OTAN, pour des missions de reconnaissance, d'assaut, d'appui de troupes au sol ou de coordination tactique. Ces opérations ont été conduites en coopération avec les groupes aéronavals américains du *Théodore Roosevelt* et du *John C. Stennis*.



Le soutien sanitaire : l'hôpital médico-chirurgical

L'Hôpital Médico-Chirurgical (HMC) de Kaboul est le premier hôpital construit par l'OTAN sur un théâtre d'opération.

Cette structure internationale, dans laquelle ont œuvré des militaires de diverses nationalités, est restée sous la responsabilité de la France durant quatre ans, du 18 mars 2010 au 30 juin 2014. Le HMC a assuré une mission de soutien santé (urgences, chirurgie viscérale et orthopédique, scanners, etc.) ainsi que des missions d'évacuation médicale. Ses équipements, de très grande qualité, étaient du niveau de ceux d'un hôpital européen. La chaîne d'évacuation des soldats blessés de la coalition était optimisée, de la prise en charge sur la zone d'opération jusqu'aux soins apportés par le personnel de l'hôpital, avant leur éventuelle évacuation vers leur pays d'origine.

Au 30 juin 2014, le commandement de l'HMC a été transféré aux Américains. A cette date, l'hôpital avait enregistré 55 000 consultations dont 70% au profit de la population afghane, 5 000 interventions chirurgicales et 900 évacuations de patients. 2 000 militaires français (dont 600 médecins) et 500 militaires alliés se sont relayés pour assurer son fonctionnement.

RECONSTRUCTION ET ACCOMPAGNEMENT DES FORCES AFGHANES

La mission Epidote

La mission EPIDOTE dédiée à la formation de l'armée nationale afghane débute en mai 2002 avec 60 militaires français aux côtés des militaires américains. EPIDOTE est le nom donné à la mission française dans le cadre de la *Nato Training Mission in Afghanistan* (NTM-A). Elle s'est achevée en décembre 2014.

Après avoir initialement assuré eux-mêmes la formation des militaires afghans, les militaires français leur ont progressivement restitué ces prérogatives en formant les formateurs, puis en maintenant uniquement des conseillers techniques / administratifs pour la gestion des écoles. Cette organisation permet aujourd'hui à l'*Armée Nationale Afghane* (ANA) d'assurer seule la formation de ses militaires.



Plus de 21 000 militaires afghans ont été formés par l'armée française dans le cadre de cette mission, dans des domaines aussi variés que la gestion des ressources humaines, les finances, le renseignement ou le combat blindé.

La France a également contribué à la formation de 7 bataillons de « mêlée » (infanterie et blindés).

Implication française dans les écoles militaires

Les militaires français se sont particulièrement impliqués dans la montée en puissance de cinq écoles militaires afghanes, qui agissent désormais de façon autonome :

- l'*Intelligence Training-Center*, école du renseignement (fin de *mentoring* en juin 2014) ;
- l'*Armor Branch School*, école des blindés (fin du *mentoring* en août 2014) ;
- la *Combat Service Support School*, école du soutien et de la logistique (fin du *mentoring* en septembre 2014) ;
- le *Command and Staff College*, école d'enseignement militaire supérieur (fin du *mentoring* en novembre 2014) ;
- la *National Military Academy of Afghanistan*, formation initiale des jeunes officiers (fin du *mentoring* en novembre 2014).

Le mentoring des forces de sécurité afghanes / OMLT et POMLT

Les OMLT (*Operational Mentoring and Liaison Team*), mises en place par les forces internationales, sont intervenues en remplacement des *Embedded Training Team* (ETT) américaines qui agissaient sous mandat *Enduring Freedom*. La France a armé 7 des 36 OMLT de la FIAS.

Les OMLT étaient intégrées dans les unités opérationnelles de l'ANA qu'elles accompagnaient et conseillaient dans toutes leurs missions, que ce soit à l'instruction ou au combat.

Elles assuraient un rôle important dans la liaison entre les unités afghanes et les unités de la coalition.

Les équipes françaises ont été déployées auprès de 3 brigades afghanes :

- le 201^e corps de l'ANA dès fin août 2006 où elles ont encadré la 1^{ère} brigade ;
- le 205^e corps dès l'été 2008 ;
- la 3^e brigade du 201^e corps de l'ANA fin 2009.



La gendarmerie française a mené le pendant de ces actions à partir de fin 2009 auprès des forces de police (POMLT) en Kapisa et Surobi. Elle a également œuvré à la formation de l'*Afghan National Police* (ANP) à Mazar e-Sharif. Ces actions visaient au développement de l'autorité de l'Etat avec un maillage étroit du territoire.

LA LOGISTIQUE DE DÉSENGAGEMENT

Après la décision politique de désengager progressivement les armées françaises d'Afghanistan, puis d'accélérer le retrait des forces combattantes, les soldats de la force Pamir ont dû réaliser une opération logistique d'une envergure inédite, conduite en deux phases. La première phase prévoyait le regroupement des matériels vers Kaboul. La seconde a consisté à rapatrier du personnel et des matériels vers la France.

Cette opération de désengagement complexe revêtait deux aspects : le départ des bases sur le terrain et le rapatriement des matériels en métropole.

Si certaines infrastructures et certains matériels (comme les tentes « *winterisées* » : c'est-à-dire prévues pour résister aux durs hivers afghans) ont été transférés aux forces afghanes, l'opération de désengagement a nécessité le retour en France d'importantes quantités de matériels liés au durcissement de l'engagement dans l'opération Pamir.



En 2011, près de 3 000 UAT (« Unités à transporter », constituées de véhicules ou de conteneurs de 20 pieds) devaient être rapatriés.

Pour ce rapatriement tous les modes d'acheminement ont été utilisés, qu'il s'agisse de moyens militaires nationaux ou d'affrètements civils : route, voie aérienne ou maritime, voie-ferrée.

Un désengagement multimodal

La France a utilisé deux voies logistiques majeures, pour lesquelles des avions cargos gros porteurs et des bateaux rouliers ont été affrétés :

- une voie aérienne directe reliant l'Afghanistan à la France ;
- une voie dite « mixte » qui utilisait la voie aérienne vers la façade maritime du Golfe arabo-persique, puis la voie maritime jusqu'en France.

Deux voies complémentaires, terrestres, ont été ouvertes au Nord de l'Afghanistan. En janvier 2013, les autorités ouzbèkes et kazakhes ont ainsi autorisé le passage de convois ferroviaires sur leur territoire. En parallèle, les autorités pakistanaises ont de nouveau autorisé le passage des convois des forces internationales par la voie Sud. Ces trois voies complémentaires ont permis de fluidifier le trafic.

BILAN DE L'ENGAGEMENT FRANÇAIS

Depuis 2001, la communauté internationale et les autorités afghanes ont permis la réalisation d'avancées sur le plan sécuritaire et sur le plan de la gouvernance.

De réels progrès

La période écoulée a vu la mise en place d'une nouvelle constitution validée par une *Loya Jirga* en décembre 2003, et la désignation, à trois reprises, d'un Président de la République élu au suffrage universel en 2004, 2009 et 2014.

Mi-2013, le processus de transition qui voit la responsabilité de la sécurité du territoire passer progressivement de l'ISAF au gouvernement afghan est achevé. Les efforts de formation, de conseil et d'entraînement entrepris depuis 2002 pour faire émerger une structure sécuritaire afghane cohérente ont permis l'atteinte d'un tel objectif.

Les forces de sécurité afghanes, qui étaient inexistantes en 2001, disposent désormais d'un effectif (350 000 hommes aujourd'hui) et d'un niveau opérationnel qui leur permettent de s'engager seules en première ligne. Elles disposent également de la capacité de poursuivre de façon autonome l'effort de formation qui a été engagé à leur profit.

Dans le cadre d'une approche globale de gestion de crise, de nombreux projets de développement ont également été conduits par les militaires de l'opération Pamir, en cohérence avec l'action gouvernementale française.

Ces projets ont couvert différents volets tels que :

- **la sécurité** : aide à la construction d'une vingtaine de postes de sécurité ;
- **la santé** : aide à la construction et la rénovation d'une quinzaine de cliniques, nombreuses distributions de matériel médical, forage d'une centaine de puits pour faciliter l'accès à l'eau ;
- **l'éducation** : remise en état ou construction d'une vingtaine d'établissements scolaires ;
- **l'agriculture** : création de bassins versants, don de matériels agricoles ;
- **l'infrastructure** : développement de l'accès à l'électricité pour les bâtiments administratifs et publics.

Ces projets ont contribué à l'évolution économique des régions de Surobi et de Kapisa, ainsi qu'à la montée en puissance des structures de gouvernance dans ces zones.

Avec la fin de l'opération Pamir, le soutien de la France continuera à s'exercer au travers une coopération militaire bilatérale. Conforme au traité d'amitié franco-afghan, cette relation prévoit notamment la présence de coopérants au sein de la mission militaire française auprès de l'ambassade de France à Kaboul, ainsi que l'ouverture de stages destinés à la formation des militaires afghans dans les écoles militaires françaises.